

Questions orales

M. Lawrence: Madame le Président, quelles mesures le ministre applique-t-il à l'heure actuelle pour remédier à la situation du logement au Canada? Va-t-il proposer des mesures innovatrices? Sinon, va-t-il nous le dire?

Une voix: Il va proposer d'augmenter les taux d'intérêt.

M. Cosgrove: Madame le Président, le budget renfermait des dispositions au sujet des immeubles locatifs à logements multiples, mais leur mise en application relève du ministère des Finances et peut prendre quelques mois. Nous ne savons donc pas quelles répercussions aura sur le marché la mise en chantier, par suite de ces dispositions de 10,000 à 15,000 logements. Il faut laisser un certain temps au marché pour réagir.

M. Nielsen: C'est vous qui contrôlez la situation.

M. Cosgrove: J'ai des discussions avec la Société et avec certains représentants importants du secteur du logement en vue de déterminer ce qui se passe dans ce secteur et quelles répercussions ces dispositions peuvent avoir. Il me semble que le gouvernement a pris une initiative importante en facilitant la mise en chantier de 15,000 logements alors qu'il s'en construit environ 160,000 en une année. Nous attendons de voir quelles conséquences cela peut avoir sur le marché.

M. Crosbie: Démissionnez, vous n'avez rien à offrir.

LE FONDS D'ASSURANCE-HYPOTHÈQUE—LA VENTE DES LOGEMENTS RÉCUPÉRÉS

L'hon. Elmer M. MacKay (Central Nova): Madame le Président, ma question s'adresse aussi au ministre chargé du logement. Si j'ai bien compris, il relie les 15,000 mises en chantier—qu'il escompte pour cette année—à la disposition budgétaire qui concerne les immeubles résidentiels à unités multiples. Soit dit en toute déférence, je ne vois pas comment il est possible que cette mesure donne lieu à cette activité, mais je le souhaite. Quant au grand nombre de logements de toutes les sortes qui ont été récupérés par le fonds d'assurance-hypothèque et qui doivent être vendus, puis-je savoir comment vont les ventes? Procède-t-on par appel d'offres afin que tous les acheteurs possibles, quels qu'ils soient, aient des chances égales de les acquérir? Le ministre pourrait-il nous donner un bref compte rendu? Je me rends compte, comme le ministre sûrement, qu'il est urgent de garder davantage de liquidités dans le fonds d'assurance-hypothèque pour qu'il y ait plus d'argent de disponible pour les mesures d'urgence relatives au logement.

L'hon. Paul J. Cosgrove (ministre des Travaux publics): Madame le Président, je suis heureux d'apprendre au député, qui était chargé de ce portefeuille il y a plusieurs mois, que la Société règle les réclamations qui sont faites contre le fonds conformément au programme qu'elle s'était tracé. C'est-à-dire que la Société comptait, grâce au prêt que le gouvernement précédent lui a fait pour l'aider à traverser cette période et grâce à son programme de vente, qu'elle pourrait stabiliser ou renflouer le fonds, qui a été pris d'assaut au cours des deux dernières années. La situation devrait être normalisée au printemps de 1982 comme on l'avait prévu. Le programme de ventes va bon train. Il s'est vendu cette année environ 18,000 unités, je crois. Nous avons bon espoir d'atteindre l'objectif de 20,000 unités. Les propositions sont faites sur une base res-

treinte, mais on a fait appel aux chambres d'immeuble des principales régions métropolitaines qui participent toutes au programme de ventes.

● (1425)

M. MacKay: Je remercie le ministre de ce renseignement. Je voudrais l'interroger au sujet d'une autre question qui relève de sa compétence et à laquelle, je le sais, il attache de l'importance. Quels progrès le ministre a-t-il accomplis au sujet de la mise en application d'une allocation de logement? J'espère que ce projet, qui devrait coûter, d'après nos calculs, un peu plus de 100 millions et qui vise à construire des logements pour les citoyens de plus de 65 ans, sera présenté sous peu. On pourrait ainsi atténuer les difficultés auxquelles se heurtent les personnes âgées à cause de la situation du marché du logement et des conditions de location.

M. Cosgrove: Madame le Président, la création d'une allocation de logement était une des recommandations du rapport Matthews, qui avait été soumis au député à l'époque où il était chargé de ce portefeuille dans le dernier gouvernement. C'est une question qui m'intéresse depuis que j'ai pris ce portefeuille en charge.

Les coûts diffèrent de ceux qui ont été donnés par le député et, si ce programme est étendu à d'autres domaines, ils pourraient être encore beaucoup plus élevés. J'ai demandé aux fonctionnaires de la Société de préparer un rapport établissant les coûts et étudiant la possibilité de le mettre en œuvre compte tenu des nombreuses revendications pour d'autres formes d'assistance, notamment les coopératives à but non lucratif et notre programme destiné aux citoyens âgés. Le rapport a été remis à d'autres fonctionnaires qui œuvrent dans le domaine des affaires sociales. J'espère que lorsque le rapport sera revenu des autres ministères, le cabinet pourra en examiner les répercussions financières vers le moment où la conférence nationale sur l'habitation se déroulera à Ottawa au début de mars.

* * *

L'ÉCONOMIE

LES RÉPERCUSSIONS DES POLITIQUES BUDGÉTAIRES ET ÉCONOMIQUES

M. Ian Deans (Hamilton Mountain): Madame le Président, j'espérais poser ma question au ministre des Finances, mais en son absence je la poserai au ministre d'État (Finances). Le ministre se rend sûrement compte du fait que les politiques économiques et budgétaires du gouvernement causent énormément de difficultés à la majorité des Canadiens. En effet, elles privent l'industrie automobile de toute possibilité de reprise et elles donnent lieu à un nombre record de faillites personnelles et commerciales. Elles ont causé des hausses de prix dans tous les secteurs qui touchent les consommateurs. Elles retardent les projets d'expansion industrielle et les plans de remplacement de presque tous les secteurs industriels et commerciaux du Canada.

M. Nielsen: Et vous avez voté en faveur de toutes ces politiques.

Des voix: Bravo!